

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du
relatif à l'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la
Communication

08 SEPT 20

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de L'amélioration des conditions de travail de son personnel dans les services centraux et déconcentrés de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert pour l'acquisition du matériel de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la Communication, exercice 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent le matériel informatique ci-après ;

- Bureau directeur
- Bureau sous-directeur et chef de service
- Bureau cadre et secrétaire
- Fauteuil directeur
- Fauteuil sous-directeurs et chefs de services
- Fauteuil secrétaire et cadre
- Fauteuil de réception
- Armoire de rangement
- Salon en cuir
- Guéridon central pour salon

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte 01 seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Soixante-quatre millions neuf cent-vingt-un mille trois cent quatre-vingt-sept (64 921 397) F CFA TTC.**

5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours, soit trois (03) mois** à livrer au Ministère de la Communication. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en la matière.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le **BIP MINCOM, Exercice 2026**, ligne d'imputation budgétaire n°60 17 201 1 32000002 524418.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne.**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, datée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à **un million deux cent quatre-vingt-dix-huit mille (1 298 000) Francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de soixante-dix mille (70 000) Franc CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **vendredi 30 septembre 2026 à 12 Heure.**

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé dans les mêmes délais, avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du
RELATIF À l'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la Communication
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, au plus tard le vendredi 30 septembre 2026 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du
RELATIF À l'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la
Communication »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposée sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire (copie de sauvegarde) ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt (copie de sauvegarde) ;

- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres (copie de sauvegarde) ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **vendredi 30 septembre 2026 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1^{er} étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs de chaque matériel ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié ou d'un sous détail des prix unitaires dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence ou la non-conformité de capacité financière délivrée par une banque, d'un montant d'au moins quarante-cinq millions (45 000 000) F CFA ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée, assorti de la mention « lu et approuvé » ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée, assorti de la mention « lu et approuvé » ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.3. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- Le Délai de livraison ;

- Le service après-vente :
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun ;
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
 - ✓ La garantie du matériel proposé.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

17- Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au **Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics ; BP :001 téléphone : 222231351** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

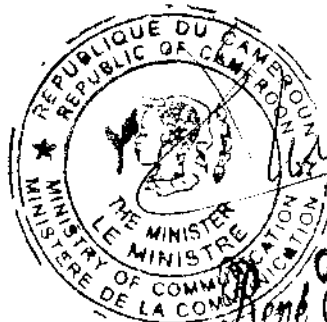
20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage chrono.

Yaoundé le **08 SEPT 2026**
Ministre de la Communication



René Emmanuel Jodi

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

Open National Invitation to Tender in Emergency Procedure N°008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 of ... to supply office furniture for the central and devolved services of the Ministry of Communication

08 SEPT 2026

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the efforts to improve the working conditions for the staff of the central and devolved services of the Ministry of Communication, the Minister of Communication, as the Project Owner, is hereby launching a National Open Invitation to Tender to supply office furniture for the central and devolved services of the Ministry of Communication for 2026 financial year.

2. Nature of Services

The services covered by this tender include the following office equipment:

- Director table
- Sub-Director and Service Head table
- Staff and Secretary table
- Director chair
- Sub-Director and Service Head chair
- Secretary and Staff chair
- Reception chair
- Storage cupboard
- Leather settee
- Central pedestal table for settee

3. Phases/Allotment

This Invitation to Tender is constituted in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **Sixty-four million nine hundred and twenty-one thousand three hundred and ninety-seven (64,921,397) CFA Francs**, all taxes inclusive.

5. Estimated execution deadline and location(s)

The maximum period set by the Project Owner for the delivery of the supplies covered by this Invitation to Tender is **ninety (90) days, i.e. three (03) months** for delivery to the Ministry of Communication. This period runs from the date of notification of the administrative order to commence service.

6. Participation

Participation in this Invitation to Tender is open to all groups of companies and companies duly established under Cameroonian law and which are specialised and competent in this sector.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender will be financed by **MINCOM's PIB, 2026 financial year, budget head No.60 17 201 1 32000002 524418**.

8. Submission Method

The submission method retained for this tender is **exclusively online**.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a tender bond, stamped, dated and manually endorsed, issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contract and listed in Annex 14 of the Tender File, the amount of which is **one million two hundred and ninety-eight thousand (1,298,000) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders. The absence of, or non-compliance with, the bid bond issued by a first-class banking institution or a first-class financial body authorised to issue public contract bonds by the Ministry of Finance will result in the outright rejection of the bid.

NB: The bid bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with circular letter No 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. The absence of the CDEC receipt at the opening of bids will result in the outright rejection of the offer.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted for free at the offices of the PO/DPO during working hours at the Department of General Affairs, Public Contract Service, P.O. Box, 001, Yaoundé, phone number: 222231351, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Department of General Affairs, Public Contracts' Service, P.O. Box: 001, Yaoundé, phone number: 222231351, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of seventy thousand (70,000) CFA Francs, payable at the Public Treasury.

The electronic version of the file can also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, the physical or electronic submission shall be subject to the payment of the purchase cost of the Tender.

12. Submission of Bids

Each bid shall be written in English or French and transmitted by the bidder through the COLEPS platform no later than Friday 30th September 2026 at 12 p.m.

A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legible indicated: 'Back-up copy', in addition to the following indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 OF..... TO
SUPPLY OFFICE FURNITURE FOR THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION
"To be opened only during the reviewing session".

File size and format

The maximum size of the documents that will transit through the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Offer;
- 15 MB for Technical Offer;
- 5 MB for Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit back-up copies will result in the inadmissibility of the applicant's bid.

N.B: The original hard copy of the bid bond, the CEDEC receipt and the Tender file purchase shall be sent in a sealed envelope to the Ministry of Communication, Contracts Services, central services in Yaoundé, P.O. Box: 001, Yaoundé, phone number: 222231351, no later than Friday 30th September 2026, deadline for reception of bids at 12 p.m. local time and having the following caption:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No008/AONO/MINCOM/CIPM/2026 OF..... TO
SUPPLY OFFICE FURNITURE FOR THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION"

These originals can only be accepted if the tenderer has attached them to his tender submitted on the COLEPS online tendering platform, or saved on the digital backup copy, in the event of the platform not working.

13. Admissibility of Bids

The Administrative documents, technical and financial offers must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder (back-up copy);
- Bids submitted after the deadline for submission of bids (back-up copy);
- Bids non-compliant with the bidding method;

- Bids with no identification of the Identity of the Invitation to Tender (back-up copy);

Any incomplete Tender in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible. Particularly, the absence or non-compliance of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the models of the documents of the Invitation to Tender shall cause the outright rejection of the tender without any room for appeal.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in one phase and shall take place on **Friday 30th September 2026 at 1 p.m.** by the Tenders Board of the Ministry of Communication, at the Conference Room of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building of its central services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by only one duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Failure to do so will result in rejection; the required documents for the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must have been issued within the last three (03) months from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria entails the rejection of the offer.

These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond and the receipt issued by CDEC at the opening of the bids;
- Failure to produce, beyond the 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing at the time the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- Failure to comply 80% of the technical specifications for each piece of equipment;
- Failure to provide a prospectus, or colour technical data sheet for each item of equipment;
- Failure to provide a sworn statement that no work has been abandoned in the last three years;
- Non-compliance with the tender file format;
- The absence of the backup copy, in the event of a malfunctioning of the COLEPS platform;
- Absence of a quantified unit price or breakdown of unit prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of, or non-compliance with, a financial capacity certificate issued by a bank, for an amount of at least forty-five million (45,000,000) CFA francs;
- Absence of a dated and signed integrity charter with the mention "read and approved";
- Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed with the mention "read and approved";
- Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
- Failure to provide evidence of acceptance of the contract conditions.

15.4. Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders shall for illustrative purposes include:

- General presentation of the offer;
- Bidder's references (list of at least three (03) signed and registered contracts over the last three (03) years accompanied by a reception report);
- Delivery deadline;
- After-sales service;

- ✓ The availability of a spare parts sales outlet in Cameroon;
- ✓ The availability of a storage warehouse;
- ✓ The guarantee for the equipment offered.

NB: The scoring system for tenders shall be binary (yes or no).

16. Award of Contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder having submitted an offer that complies with the Tender File, meets the technical and financial capacity required to perform the work satisfactorily and whose offer has been evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

Every decision by the Project Owner to award a public contract is published, with an indication of the price and deadline, in the public contract journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorised publication, particularly in COLEPS.

17. Maximum Number of Lots

This Invitation to Tender is constituted in a single lot.

18. Validity period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline for the submission of offers.

19. Additional Information

Additional information shall be obtained during working hours from the **Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Contracts' Service**; P.O. Box: 001 Telephone number: 22231351, or online on COLEPS platform at the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

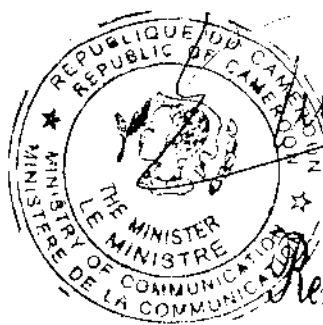
20. Fight against Corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts of corruption, or malpractice facts, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé **08 SEPT 2026**
Minister of Communication

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- CIPM President
- Notice board



René Emmanuel Jadi